

14 Rétro 2018-Étranger

RDC : élections, de report en report

M. A.

Libreville/Gabon

LE rendez-vous d'hier, dimanche 30 décembre, aura été finalement le bon. Mais en partie seulement. L'histoire des élections générales en République démocratique du Congo (RDC) aura été un éternel recommencement, subissant report sur report. Trois depuis la fin du second et dernier mandat constitutionnel du président Joseph Kabila : de décembre 2016 à décembre 2017, de décembre 2017 au 23 décembre 2018, puis du 23 au 30 décembre, donc.

A ceci près que les consultations d'hier (présidentielle, législatives et provinciales) se seront tenues dans l'ensemble du pays, à l'exception des provinces du Nord-Kivu et de Mai-Ndombe où elles n'auront lieu qu'en mars 2019. Plus de 1,2 million d'électeurs sont concernés par cet



Photo : AFP/L'Union

Les machines à voter auront été un grand sujet de controverse dans le pays.

ajournement. D'où des questions de droit constitutionnel. La RDC étant considérée comme "circonscription unique" par la Commission électorale nationale indépendante (Céni).

Un énième contretemps et une péripétie supplémentaire tels qu'en a été jalonnée toute l'année qui s'achève, du débat autour de l'utilisation de la machine à voter au choix des candidats. Le tout dans un

concert de critiques et une série de manifestations de rue au milieu desquelles l'Eglise catholique aura pris une part importante. S'ils ont longtemps constitué un repoussoir pour l'ensemble de l'opposition

qui les a qualifiés de "machines à tricher", les écrans tactiles commandés en Corée du Sud ont fini par s'imposer, apparaissant au final comme une ligne de fracture entre opposants. De fait réunis à Genève (Suisse) du 9 au 11 novembre, sept ténors choisissent certes Martin Fayulu, 62 ans, comme "candidat commun" de l'opposition, avant que se rétractent, pour former un ticket, Félix Tshisekedi – qui faisait figure de favori – et Vital Kamerhe.

Côté majorité, les choses sont plus simples : au terme de consultations internes, Joseph Kabila désigne le 8 août le secrétaire permanent du PPRD, au pouvoir, Emmanuel Ramazani Shadari, comme son "dauphin" et, donc, candidat de son camp à la présidentielle. Il avait face à lui hier, outre MM. Fayulu et Tshisekedi, une vingtaine d'autres adversaires.

L'Afrique en bref

• Erythrée-Ethiopie. Déclaration de paix et d'amitié



Photo : AFP/L'Union

Le 9 juillet, l'Erythrée et l'Éthiopie signent une "déclaration conjointe de paix et d'amitié", après vingt ans d'état de guerre. Ce rapprochement, sous la houlette de l'Arabie saoudite, permet la réouverture des ambassades à Asmara et Addis Abeba et conduit à un apaisement des relations de l'Erythrée avec Djibouti.

Le 30 juillet, la Somalie et l'Erythrée, longtemps accusées de soutenir les islamistes shebab somaliens, rétablissent des liens diplomatiques. En novembre, l'Onu lève les sanctions pesant sur l'Erythrée depuis 2009.

• Madagascar. Rajoelina : retour aux affaires

Déjà à la tête du pays entre 2010 et 2014, l'ancien maire d'Antananarivo, Andry Rajoelina, 44 ans, est de retour. Le "petit garçon", qui s'y voyait déjà, a remporté le 27 décembre la présidentielle, battant son rival Marc Ravalomanana, 69 ans, par 55,66 % des suffrages contre 44,34 %. Une issue que conteste ce dernier qui a déposé dès le lendemain 28 décembre des recours devant la Haute cour constitutionnelle. La contestation a même gagné la rue, avec des manifestations le 29 décembre.

• Mali. IBK : rebelote !

Comme cinq ans auparavant et face au même adversaire, le président sortant Ibrahim Boubacar Keïta («IBK») remporte le second tour de la présidentielle avec 67,17% des voix, au terme des résultats annoncés le 16 août. Son opposant Soumaïla Cissé obtient 32,83% des suffrages. Il est vrai que le président sortant partait ultra-favori. IBK avait obtenu presque 42% des voix au premier tour du 31 juillet alors qu'il affrontait 24 autres candidats. Au Mali, de fait, un président sortant a toujours été réélu. Des résultats malgré tout rejetés, avant même leur annonce, par Soumaïla Cissé.

• Nigeria. La menace Boko Haram

L'insurrection jihadiste, qui a déjà fait au moins 27 000 morts tout en provoquant une grave crise humanitaire (1,8 million de déplacés) et un effet de contagion dans les pays voisins, au point qu'elle pourrait peser sur la présidentielle du 19 février 2019, s'est poursuivie tout au long de l'année au rythme d'attaques quasi hebdomadaires. La dernière en date, dans la nuit du 26 au 27 décembre a eu pour cible – et c'est désormais récurrent – deux bases militaires dans le Nord-Est.

Cameroun : Biya, sept ans de plus et une crise en zone anglophone

M. A.

Libreville/Gabon

CANDIDAT à sa succession après déjà 36 ans de présidence, Paul Biya, 85 ans, est officiellement donné vainqueur, le 22 octobre, du scrutin du 10 octobre. Une réélection sans surprise – le président sortant réunissant sur son nom 71,28% des suffrages de ses compatriotes – mais pas sans contestation. Ses opposants parlent tous de résultats fabriqués et d'élection volée. L'un d'eux, Maurice Kamto, arrivé en deuxième position avec 14,23 % des voix,

selon les résultats officiels, revendiquera même la victoire au lendemain du scrutin.

De quoi créer une légère tension que traduit ce 22 octobre un fort déploiement sécuritaire Yaoundé et à Douala où la police anti-émeute et la gendarmerie sont déployées notamment au niveau des grands carrefours. Rien à voir cependant avec la grave crise qui, depuis plus d'un an, sévit dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest anglophones où des séparatistes ont pris les armes pour en finir avec ce qu'ils estiment être "la marginalisation" de la minorité anglophone du pays.



Photo : AFP/L'Union

Réélu à la tête du pays en octobre, Paul Biya doit trouver des solutions pour éviter le morcellement de celui-ci.

Plus de 200 membres des forces de défense et de sécurité camerounaises ont perdu la vie dans ce conflit

ainsi que plus de 500 civils, selon le groupe d'analyse International Crisis Group.

Evoquant, le 6 novembre, lors de son discours d'investiture, "des forces négatives", le président réélu admet, malgré tout, "le désir maintes fois exprimé, de nos populations d'être mieux associées à la gestion de leurs affaires locales".

Depuis, dans un souci d'apaisement, le président multiplie gestes et initiatives. Ainsi le 13 décembre a-t-il décidé d'arrêter les poursuites engagées contre 289 détenus de cette crise anglophone. Et dans le Nord-Ouest, le couvre-feu en vigueur depuis plusieurs semaines a été suspendu jusqu'au 3 janvier à l'occasion des fêtes de fin d'année.

Zimbabwe : Mnangagwa, essai transformé

M. A.

Libreville/Gabon

Il était arrivé à la tête du Zimbabwe en novembre 2017 au lendemain de l'éviction – au terme d'un coup de force provoqué par des généraux – de Robert Mugabe, 94 ans, au pouvoir depuis 37 ans. Emmerson Mnangagwa a non seulement pris sa revanche sur le vieux dirigeant qui l'avait écarté de la vice-présidence afin d'ouvrir à son épouse Grace, 57 ans, un boulevard en vue de sa succession, mais aussi transformé l'essai d'une victoire par les urnes à l'issue du scrutin du 30 juillet

2018 (50,8% des suffrages).

Un rendez-vous électoral toutefois contesté par son principal adversaire Nelson Chamisa (44,3% des voix) et l'opposition MDC. Et qui a, peu ou prou, brouillé l'image de celui qui, des mois durant, avait promis une consultation juste, crédible et transparente, escomptant un retour des investisseurs (« Le Zimbabwe est ouvert au business », répète-t-il) dans un pays appauvri par les années Mugabe. Le 26 août, après confirmation deux jours auparavant, le 24 août, de sa victoire par la Cour constitutionnelle, il prête serment dans l'enceinte du grand stade de Harare. « Moi, Emmerson



Photo : AFP

Emmerson Mnangagwa a confirmé dans les urnes son avènement à la tête du pays.

Dambudzo Mnangagwa, jure qu'en tant que président de la République du Zimbabwe, je serai fidèle au Zimbabwe et défendrai la

Constitution du Zimbabwe », déclare le nouveau chef de l'Etat.

Depuis, le pays tarde à redécoller. Illustration de la

persistance de ces difficultés, l'épidémie de choléra qu'a dû affronter la capitale mi-septembre (20 morts). Les malades ayant consommé de l'eau souillée par la rupture de canalisations d'eaux usées.

• Mort de Tsvangirai, opposant historique de Robert Mugabe. Le 14 février 2018 meurt dans un hôpital de Johannesburg (Afrique du Sud), Morgan Tsvangirai. Il avait 65 ans. Cet adversaire historique de l'ex-président Robert Mugabe s'était opposé à la dérive despotique de l'ancien combattant de l'indépendance et à sa politique économique qui a plongé le Zimbabwe dans la pauvreté.